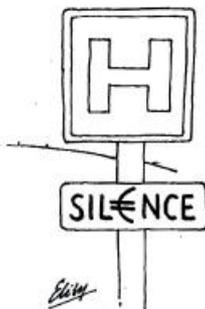


Syndicat SUD Santé Sociaux
Centre Hospitalier d' ARRAS
03.21.21.13.36 ou poste 31 336
syndicat.sud@ch-arras.fr
http://sud.sante.arras.free.fr

Union
Syndicale
Solidaires
SUD Santé - Sociaux



A ARRAS comme ailleurs il est urgent d'agir tous ensemble pour sauver l'hôpital public !

De plus en plus souvent, les établissements publics de santé fonctionnent à flux tendu, à la limite de la sécurité qui est de plus en plus dépassée !

La logique comptable impose de plus en plus des réductions de moyens, de fermetures de lits qui ne permettent plus de répondre aux aléas et aux besoins de santé qui ne peuvent être planifiés.



Mise en place d'Astreinte chez les IDE dans le plus grand secret (soit disant pour faire face aux pics d'activité) et dans un même temps suppression des postes de nuit dans certains services !

Alors que le gouvernement devait déclencher le plan blanc dans certains départements à cause du grand froid, Roselyne BACHELOT a préféré passer outre pour donner raison à Nicolas SARKOZY qui a affirmé qu'il n'y avait pas de manque d'effectifs dans les hôpitaux, mais seulement un problème d'organisation!

L'hôpital public doit prendre en charge toutes les situations dites de recours : ce qui est urgent, compliqué et lourd. Malgré le manque de moyens ces missions sont en général bien assumées.

Le problème, c'est qu'aujourd'hui le gouvernement demande à l'hôpital public de fonctionner comme une entreprise privée, de ne plus être en déficit, de réduire ses coûts. C'est absurde et contraire aux obligations de service public, qui se doit d'assurer 24 heures sur 24, toute l'année, l'accueil de toutes les détresses.

Pendant ce temps le secteur privé commercial se gave de bénéfiques sur le dos de l'hôpital public et de la Sécu. Mais qui accueille les SDF, les polytraumatisés de la route, les accidents vasculaires cérébraux, la personne âgée qui vient de se casser le col du fémur ?

Bien évidemment ce n'est pas la Générale de Santé !

**Générale de Santé
400 Millions d'€uros
de bénéfice
en grande partie
payés par la Sécu !**

Demain avec la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires, cette logique de destruction du service public et de marchandisation des soins va être généralisée :

- Regroupement imposé des hôpitaux publics et fermeture de 200 d'entre eux,
- Transfert au privé commercial de tout ce qui est rentable,
- Généralisation des dépassements d'honoraires,
- Suppressions de milliers d'emplois hospitaliers et mobilité imposée pour des dizaines de milliers d'autres.



Etat d'alerte générale !

Aujourd'hui 70% des établissements de santé sont en déficit.

**2008 : 34 postes supprimés
2009 : 31 postes menacés !**

- Les syndicats de praticiens urgentistes, anesthésistes, psychiatres ont lancé des actions pour exiger des moyens pour le fonctionnement des hôpitaux,
- Les 150 collectifs de défense des hôpitaux et maternités de proximité exigent le maintien de structures hospitalières locales et des moyens pour assurer leurs missions,
- **Du jamais vu depuis 40 ans, 10 syndicats de personnels hospitaliers et de médecins appellent à des actions nationales communes 29 janvier.**

**Le 29 manifestons tous ensemble à ARRAS – 09H30 – Place de la Gare
Et participons massivement à la manifestation régionale à
LILLE – 14H30 – Boulevard Louis XIV**

Plans d'économies, ça suffit !

*Les annonces de plans d'économies se succèdent :
suppressions de milliers d'emplois, remises en cause des acquis,
rallongement du temps de travail, mobilité forcée, développement de la précarité ...*

Pour les personnels c'est la galère au quotidien !

- la réduction des emplois permanents,
- l'utilisation abusive de personnels contractuels ou intérimaires,
- la mobilité imposée à l'intérieur des pôles,
- les changements d'horaires fréquents,
- les heures supplémentaires obligatoires sans limite,
- les rappels à domicile sur des jours de repos,
- les glissements de tâches intempestifs,

sont devenus des modes de gestion courante des personnels : toujours faire plus avec moins !

Les personnels soignants travaillent "sans filet" et personne n'est à l'abri de se retrouver un jour épuisé en garde à vue 48 heures pour homicide involontaire.

L'absentéisme s'accroît, l'usure professionnelle augmente, des professionnels quittent le métier, les plus motivés se découragent.

Demain avec la nouvelle loi : Hôpital, Patients, Santé et Territoires, le représentant du ministère de la santé dans les régions aura tout pouvoir pour fermer, regrouper, privatiser les structures de soins et médico-sociales. Les représentants des usagers, les élus locaux, les délégués des professionnels de santé n'auront plus leur avis à donner.

L'hôpital usine à soins, déshumanisé, marchandisé, ne peut être le seul horizon.

Les restructurations à la hache, décidées uniquement pour des considérations financières ont pourtant montré leur nocivité, mais le gouvernement veut les accélérer. Des personnels de plus en plus nombreux refusent ces choix contraires à une véritable politique de santé publique.



En 2009, ce sont encore les personnels qui paieront le retour à l'équilibre budgétaire de l'hôpital. Pourtant si le CH Arras touchait la totalité des sommes dues pour son activité, le retour à l'équilibre se ferait sans suppression d'emplois !

Des centaines de milliards d'Euros pour les banques et les patrons !
ZERO pour les hôpitaux, les salaires, les retraites !

Jeudi 29 janvier 2009

journée de grève nationale interprofessionnelle pour



- la défense de l'emploi,
- la revalorisation des salaires,
- la défense de la protection sociale solidaire,
- la défense des services publics.

Manifestons toutes et tous ensemble à ARRAS – 09H30 – Place de la Gare

Et participons massivement à la manifestation régionale à LILLE – 14H30 – Boulevard Louis XIV